

tion dès que la tentative ne réussissait pas à établir l'accord des intéressés. Du point de vue fonctionnel, le mandat de la FNUCYP a résisté à l'épreuve du temps mais malheureusement les arrangements conclus au sujet du corps expéditionnaire, en particulier au sujet de la liberté de mouvement et de la part cyprïote des frais, n'ont jamais été rigoureusement exécutés ou observés.

Enfin, bien que ceci ne soit qu'une opinion formée par observation à distance, les conférences biennales des États participant au corps expéditionnaire sont demeurées beaucoup trop polies. Elles n'ont pas exprimé le profond sentiment d'échec qu'éprouvaient la plupart des intéressés devant la perpétuelle impuissance des Cyprïotes à résoudre leur problème. Peut-être l'admonestation franche et très ferme

des États participant au corps expéditionnaire aurait-elle fortement aidé à provoquer un sentiment d'urgence chez les intéressés. Au lieu de cela, on a laissé les Cyprïotes conclure, à tort comme l'a montré l'événement, que le temps jouait en leur faveur.

Que va-t-il arriver? Dieu seul le sait mais on ne risque guère de se tromper en affirmant ceci: le mieux que puissent espérer les Cyprïotes c'est un État fédéral dont le territoire serait divisé en deux provinces; le pire qu'ils puissent craindre, c'est l'*Enosis* et *Taskim*, une nouvelle et dangereuse frontière gréco-turque divisant l'île. Du point de vue international, il est certain que les récents événements de Chypre ont compromis la paix et l'ordre internationaux; à cet égard, la FNUCYP n'a pas accompli sa mission.

Le triangle stratégique Athènes-Ankara-Nicosie

par Albert Legault

Un ministre britannique impertinent, sir Edmund Lyons, déclarait au sujet de la Grèce en 1841: «Une Grèce totalement indépendante est une absurdité: ou elle est russe, ou elle est anglaise, et comme elle ne doit pas être russe, il est nécessaire qu'elle soit anglaise». Le même jugement aurait pu être appliqué à la Grèce quelque cent ans plus tard, à cette différence près, cette fois, qu'il ne se serait plus agi d'une Grèce russe ou britannique, mais américaine. En réalité, dès 1945, les États-Unis devaient massivement appuyer la Grèce pour l'empêcher de basculer dans le camp communiste. Quelques années plus tard, la généreuse Amérique concevait le plan Truman, du nom du président des États-Unis de l'époque, pour venir en aide à la Grèce et à la Turquie au bord de la faillite économique.

D'un protectorat à l'autre

A toute fin utile, la bipolarité était née. Les États-Unis venaient de supplanter l'Angleterre dans son rôle de gardien du verrou oriental de la Méditerranée. Le Royaume-Uni maintenait toutefois sa présence à Chypre, colonie de la Couronne depuis

1925. Située à 65 km (40 milles) de la côte d'Asie mineure, et à 85 km (53 milles) de la côte syrienne, l'île de Chypre se dresse, solitaire et orgueilleuse, au carrefour des grands courants historiques entre l'Orient et l'Occident.

Sans remonter jusqu'à l'Antiquité où Chypre fut successivement la vassale de l'Assyrie, de l'Égypte et de la Perse, rappelons qu'elle constitua une tête de pont importante au temps des croisades pour ensuite passer sous tutelle génoise avant de subir la domination turque qui dura trois siècles (1571-1878). C'est alors que la Grande-Bretagne, pour venir en aide, dit-on, à l'empire Ottoman qui subissait les pressions de son voisin du Nord, décida de

M. Legault est le directeur général du Centre québécois des relations internationales. Il a rédigé plusieurs études sur la stratégie. De 1966 à 1968, il a été le directeur adjoint du Centre international d'information sur les opérations de maintien de la paix, à Paris. En 1972 et 1973, il a rédigé deux articles pour Perspectives internationales, au sujet du MBFR. L'article ci-contre n'engage que l'auteur.